

20241218 Libération internet

https://www.liberation.fr/societe/logement/a-lyon-un-batiment-prive-confie-a-la-municipalite-pour-accueillir-160-mineurs-non-accompagnes-20241218_2QP6KMW57RDBVFD5FQHGXHRRLM/

Info Libé

A Lyon, un bâtiment privé confié à la municipalité pour accueillir 160 mineurs non accompagnés

Article réservé aux abonnés

Ce geste inédit du bailleur social Axentia va permettre de mettre à l'abri durant une année des jeunes qui campent au square du Béguin, en proie au froid et aux intempéries.



Un mineur isolé lors d'une manifestation devant la préfecture, le 17 octobre à Lyon. (Elsa Biyick/Hans Lucas/ AFP)

par [Romain Boulho](#) et [Maïté Darnault](#), correspondante à Lyon
publié aujourd'hui à 11h00

Un immeuble de trois étages qui se déploie sur 4 500 m², avec 45 chambres et leurs salles de bains individuelles. Une cuisine de collectivité, des salles d'activités et de soins, une cour intérieure. Et une adresse centrale, boulevard Yves Farge, dans le VIIe arrondissement de Lyon. C'est cet ancien foyer de personnes handicapée, inoccupé depuis mars, que le bailleur social Axentia a accepté de confier à la ville de Lyon pour mettre à l'abri 160 mineurs non accompagnés qui campent depuis près d'un an au square du Béguin, dans un quartier voisin. «*S'il peut servir, autant qu'il serve. Ça correspond à nos objectifs de loger les plus précaires et de répondre aux attentes des territoires*», souligne Bertrand Dabas, directeur général adjoint en charge du développement à Axentia.

Cette entreprise sociale pour l'habitat (un organisme privé qui remplit une mission d'intérêt général) produit et administre des résidences destinées à des personnes fragiles – âgées, dépendantes, en situation de handicap ou d'exclusion – en lien avec des associations ou des acteurs publics. Elle n'est pas spécialiste de l'hébergement d'urgence, mais son public est semblable à celui qui va bénéficier de l'occupation temporaire du bâtiment du boulevard Yves Farge, avant qu'il ne soit démolí fin 2025 pour laisser place à un nouvel édifice. A cela près qu'Axentia consent gracieusement à ce prêt d'un an à la municipalité, qui va financer

l'équipement, la gestion des logements et l'accompagnement des jeunes à hauteur de plusieurs centaines de milliers d'euros.

Reportage

[«La première nuit dehors, le petit a fait pipi cinq fois, il tremblait» : le drame des enfants à la rue](#)

[Logement](#)

17 déc 2024

«Répondre aux besoins de logement d'urgence, c'est toujours très compliqué, observe Bertrand Dabas. Les constructions sont de plus en plus onéreuses, utiliser le bâti existant est plus abordable mais il est de plus en plus rare.» C'est justement parce que l'exécutif écologiste de Lyon a atteint les limites de ses capacités d'accueil que ce partenariat avec Axentia est une aubaine. Depuis 2021, la ville a multiplié par 34 son budget consacré à l'hébergement d'urgence, passé de 70 000 euros à 2,4 millions d'euros. A ce jour, elle mobilise 800 places, en majorité dans son propre patrimoine foncier, tandis que seize écoles sont occupées la nuit par des parents du collectif Jamais sans toit, qui accompagne les familles à la rue d'enfants scolarisés.

Cette pratique, hélas [instituée de longue date à Lyon](#) et depuis répandue dans le pays, bénéficie de la bienveillance de la collectivité. Pour relayer la mobilisation citoyenne durant les vacances de Noël, comme l'an passé, elle va financer pour près de 35 000 euros le placement à l'hôtel des 72 personnes qui dorment dans ses groupes scolaires. Elle a également accepté que les 76 personnes qui ont investi une ancienne école du IIe arrondissement – désaffectée pour travaux – y restent jusqu'à la fin de la trêve hivernale. En attendant, elle sécurise le site et règle la facture des fluides. Environ un tiers des occupants, notamment des familles afghanes, ont pourtant obtenu l'asile avec le statut de réfugiés, et devraient donc bénéficier de l'aide de l'Etat pour se loger et un accompagnement pour leur insertion sociale et professionnelle.

Pis-aller compte tenu des besoins réels

Début 2024, la préfecture d'Auvergne-Rhône-Alpes a annoncé [l'ouverture de 300 places supplémentaires](#) en cours d'année, pour atteindre dans le Rhône 24 000 places d'hébergement financées par l'Etat. Un chiffre multiplié par 10 en dix ans, mais toujours insuffisant pour faire face aux seuls besoins du territoire de la métropole lyonnaise. «C'est un constat que nous partageons avec les services locaux de l'Etat et nous cherchons ensemble des solutions. Le problème est en amont, à Paris, dénonce Grégory Doucet, maire Les Ecologistes de Lyon. Ça ne peut pas changer s'il n'y a pas un engagement clair du gouvernement et, avant cela, si les engagements déjà pris ne sont pas tenus. Le ministre du Logement [de l'époque], [Patrice Vergriete](#), nous avait promis en janvier 120 millions d'euros pour créer des places supplémentaires dans tout le pays ; on n'en a pas vu la couleur.»

Interview

[A Lyon, le maire Grégory Doucet «attend du gouvernement un engagement» sur l'hébergement d'urgence](#)

[Logement](#)

18 déc. 2024

Ces 120 millions d'euros auraient abondé la création de 10 000 places, mais les amendements prévoyant cette hausse – un pis-aller compte tenu des besoins réels – n'ont pas été conservés lors de l'adoption en novembre à coup de 49.3 du projet de loi de finances. Une occasion

manquée que condamnent le député macroniste des Landes Lionel Causse et [la députée écologiste du Rhône Marie-Charlotte Garin](#). A l'automne, pour rappeler l'engagement «Zéro enfant à la rue» fixé en 2022 par le gouvernement d'Elisabeth Borne, [les deux élus ont mobilisé près de 150 députés](#) pour déposer à l'Assemblée nationale une proposition de résolution transpartisane «visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants» en France. [Ils seraient entre 2 000 et 3 000](#), selon l'estimation réalisée à l'été par l'Unicef.

«Cynisme» et «orthodoxie budgétaire»

«*C'est un sujet qui concerne tout le monde, ce n'est pas le monopole d'un parti*, souligne Lionel Causse. *On a réussi à faire inscrire 250 millions d'euros de plus pour 2024 dans la loi du budget, mais le montant alloué en 2025 reste le même*, donc il manquera encore 250 millions d'euros.» Et de regretter, alors qu'[«on ne connaît pas les orientations du prochain gouvernement»](#), que le précédent «n'ait pas donné suite au débat réclamé par cette proposition de résolution, cela aurait été une bonne chose d'avoir ce bilan d'étape avant l'arrivée de l'hiver». Marie-Charlotte Garin fustige pour sa part «une réponse du gouvernement par le cynisme et l'orthodoxie budgétaire».

Les acteurs de terrain alertent d'une «hiérarchisation des ultraprioritaires parmi des prioritaires» opérée par les services de l'Etat pour accéder aux places disponibles, s'indigne Christophe Robert, directeur général de la Fondation Abbé-Pierre. Pour remédier à cette «souffrance sociale qui est une urgence absolue», ce dernier plaide «la mobilisation des bâtiments publics vides». Celle de logements privés, tels l'immeuble prêté par Axentia à Lyon, trace une autre voie. Au square du Béguin, après les intempéries des derniers mois, les jeunes âgés de 16 à 18 ans, originaires d'Afrique subsaharienne, «ont très froid, ces conditions ne sont pas dignes pour vivre», souligne Sébastien, membre du Collectif Soutiens Migrants Croix-Rousse. Le geste du bailleur social va permettre de les tirer des toiles du campement désormais tapissé par le gel à la nuit tombée.